



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 10 novembre 2021**

**Textes**

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● Le Conseil de sécurité de l'ONU finalise actuellement les consultations sur le renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Le mandat actuel, contenu dans la résolution 2552, arrive à échéance le lundi 15 novembre 2021.

Après son approbation, le nouveau mandat sera présenté aux autorités et à la population centrafricaine, pour expliquer les tâches assignées à la MINUSCA et renforcer les relations de confiance avec toutes les parties, y compris les citoyens centrafricains.

● La MINUSCA a appris, par voie de presse, le lundi 8 novembre 2021, les allégations visant des militaires portugais précédemment déployés au sein de la Mission en République centrafricaine (RCA). La MINUSCA est disposée à prêter toute assistance requise par les autorités portugaises à travers le siège à New York.

Il s'agit de graves allégations. Le siège suit cette affaire de très près et est en contact avec les autorités portugaises.

**DROITS DE L'HOMME**

● Durant la période du 2 au 8 novembre 2021, la Division des droits de l'homme de la MINUSCA (DDH) a documenté et confirmé 11 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 27 victimes (13 hommes, quatre femmes, une fille et neuf adultes non-identifiés).

Trente-huit (38) incidents, affectant 39 victimes, sont en cours de vérification dont les violations de violence sexuelles liées au conflit (VSLC) et autres abus des droits de l'homme commis par les rebelles de la CPC à Bakouma. A l'image de la semaine dernière, le nombre d'incidents et victimes documentés est en baisse par rapport aux chiffres des huit dernières semaines, ce qui peut

s'expliquer par des difficultés d'accès à certaines zones en raison des combats en cours mais aussi de l'usage des mines sur le terrain.

L'Ouham et la Haute-Kotto sont les préfectures les plus affectées au cours de cette semaine. Dans l'ouest, la DDH a documenté six des 11 incidents d'abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 17 victimes. La Haute-Kotto a enregistré trois incidents ayant affecté sept victimes.

Huit des incidents vérifiés au cours de cette semaine et ayant affecté 16 victimes, sont imputables à des acteurs étatiques. Les groupes armés sont responsables de trois incidents ayant affecté 11 victimes. Il s'agit de l'UPC, responsable du meurtre de deux civils, et les anti-Balaka.

La DDH de la MINUSCA a effectué une mission d'investigation sur les violations et abus des droits de l'homme dans la préfecture du Mbomou entre décembre 2020 et avril 2021, et engagé un plaidoyer avec les leaders communautaires afin que les affaires de violences sexuelles ne soient plus réglées à l'amiable. La division a également effectué une mission le 4 novembre Bossembélé sur des récents incidents de destruction et d'occupation des édifices publics par les combattants de la CPC.

Le 5 novembre, la DDH a organisé une session de travail avec 120 (dont 54 femmes) représentants d'organisations centrafricaines de la société civile et des associations et forums des droits de l'homme sur l'importance de la politique de diligence voulue, destinée à protéger les droits de l'homme et qui permet également à l'organisation d'apporter son appui aux structures non onusiennes.

## **PROTECTION DE L'ENFANT**

- Entre le 29 octobre et le 4 novembre, la MINUSCA a documenté sept incidents relatifs aux graves violations des droits des enfants, dont les responsables sont les groupes armés ainsi que les acteurs étatiques et autres personnels de sécurité. La section de protection de l'enfant procède actuellement à la vérification de quatre allégations portant sur des violences sexuelles, attaque contre le personnel médical et refus d'accès humanitaire.

Douze sessions de sensibilisation ont par ailleurs été organisées par la section de protection de l'enfant de la MINUSCA, au profit de 305 participants. La section et d'autres partenaires du secteur ont également engagé le FPRC et la LRA pour discuter sur la question de la séparation des enfants associés aux groupes armés.

## **JUSTICE**

- La MINUSCA se félicite des efforts du Ministère de la Justice pour augmenter le nombre de personnel judiciaire en RCA, contribuant ainsi au renforcement de l'Etat de droit et à la lutte contre l'impunité. A cet effet, la Mission à travers la section des affaires judiciaires et pénitentiaire a participé, la semaine dernière, au comité d'organisation du concours d'entrée de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) pour des élèves magistrats et greffiers. Au total, 675

candidats concouraient pour 60 places d'élèves magistrats et 908 candidats pour 40 places réservées aux élèves greffiers.

- La MINUSCA et son partenaire Penal Reform International (PRI) poursuivent la mise en œuvre de la stratégie conjointe de en vue de la réinsertion sociale des personnes détenues, en appui aux autorités centrafricaines. A cet effet, la Maison Centrale de Ngaragba et le Complexe Scolaire Nicolas Barre, une institution scolaire de Bangui, ont signé un contrat le 5 novembre, pour la fabrication et la fourniture de 30 tables-bancs.

Des formations en plomberie et menuiserie visant à préparer les détenus pour leur réinsertion sociale, avaient été organisées pendant trois mois par la MINUSCA et PRI dans les prisons de Berbérati et de Bangui. La MINUSCA continue également de soutenir les autorités pénitentiaires nationales à développer des stratégies de suivi pour aider les détenus à maintenir les connaissances acquises et à améliorer leurs conditions de vie pendant leur séjour en prison.

## **COVID-19**

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 9 novembre 2021:

- Cas accumulés 876
- Cas guéris 853
- Cas actifs 6
- Décès 9

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

Conformément à la résolution 2566 du Conseil de sécurité sur le renforcement de ses effectifs, le leadership de la MINUSCA a reçu la visite de délégations officielles de pays fournisseurs de contingents. A cet effet, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Mankeur Ndiaye, accompagné du Général de Corps d'Armée, Sidiki Daniel Traoré, Commandant de la Force ont reçu en audience une délégation des forces armées ghanéennes qui a récemment séjourné en terre centrafricaine. Elle est venue s'imprégner de la situation sécuritaire et de la réalité du terrain afin de mieux préparer les 450 casques bleus ghanéens qui y seront engagés.

Sur le volet renforcement des capacités opérationnelles, des délégations venues de New York et de certains pays fournisseurs de contingents (dont le Cameroun, le Népal, la Tanzanie) ont visité plusieurs unités, pour évaluer ou observer la conformité de leurs équipements techniques en fonction des normes qui sont demandées. C'est le cas du contingent pakistanais du génie de Kaga-Bandoro dont les capacités en matière de lutte contre les engins explosifs improvisés ont été évaluées.

Sur le plan sécuritaire, la situation sur l'ensemble du territoire centrafricain reste relativement calme. A Bangui, les unités de l'état-major intégré ont poursuivi leurs activités conjointement avec les FSI afin d'endiguer le banditisme et la criminalité.

A l'Est du pays, la situation reste calme et ceci grâce à la présence renforcée et accrue de la Force, même si des éléments isolés s'adonnent à des actes de banditisme. Pour empêcher les éléments armés d'occuper le vide laissé par les nombreux dissidents qui ont rejoint le processus DDR, la Force poursuit ses patrouilles dans plusieurs localités, seule ou en coordination avec les FACA, pour protéger la population civile contre d'éventuelles menaces. De Bangassou à Obo, et de Bria à Birao, les casques bleus marocains, zambiens et rwandais ont par leur présence quotidienne permis aux populations de vaquer normalement à leurs occupations.

Au Centre du pays, la situation sécuritaire a été quelque peu mouvementée dans le triangle Bambari-Alindao-Mobaye. Face au nombre sans cesse croissant de défections et d'ex-combattants demandant le DDR, les groupes armés s'attaquent à la Force ainsi qu'aux postes de contrôle FACA. Les 02 et 03 novembre, des convois escortés par les forces de la MINUSCA ont essuyé des tirs nourris près de PK20 et PK22 le long de l'axe Bambari-Alindao. Cela a conduit à l'intensification des actions de sécurisation afin de réduire l'influence des éléments armés sur la population civile. Des patrouilles offensives de casques bleus burundais sur l'axe Grimari-Sibut-Damara ont facilité le travail des acteurs humanitaires de même que la liberté des habitants de ces localités.

A l'Ouest, la situation a aussi été relativement agitée, eu égard aux incidents qui se sont produits. Les groupes armés se sont adonnés à des attaques et des harcèlements contre la Force et les FACA, ainsi qu'à des actes d'extorsion sur les populations. Des affrontements entre FACA et éléments 3R aux alentours des villages de Lamy-Pong et Bang-Boumbe ont entraîné le déplacement de la population civile qui souvent trouve refuge près des bases de la MINUSCA.

Des actions militaires ont été entreprises par la Force après qu'une présence d'éléments Ex-Seleka a été signalée autour des villes de Markounda, Mainodjo, Matikoulou, Kouki et Nana Bakassa. Les unités camerounaises, tanzaniennes et bangladaises poursuivront ces actions respectivement dans les localités de Bossangoa, Berberati et Bouar.

## **ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

Les activités civilo-militaire des casques bleus de la MINUSCA se sont poursuivies en soutien aux populations civiles. À Bangui, les unités de l'état-major intégré ont distribué 80.550 litres d'eau potable au profit de 4710 bénéficiaires. La Force de réaction rapide portugaise a fait don de fournitures scolaires, de jouets et d'habits au profit de 505 enfants de 14 orphelinats. Le bataillon rwandais quant à lui a aidé les communautés à déblayer les caniveaux et les ruelles du marché de Miskine. Il a également mené une campagne médicale gratuite au niveau du marché de Petevo.

À l'Ouest, les casques bleus féminins du contingent bangladais continuent de dispenser les cours de couture aux femmes à Bouar. Un appui médical aux populations a également été apporté au profit de 24 de patients. Le contingent tanzanien quant à lui a finalisé la construction de deux nouvelles classes au profit de l'école primaire Sacré Cœur de Berberati.

Au Centre, en plus de la distribution d'eau potable, les casques bleus bangladais ont fourni une assistance médicale aux populations de Kaga-Bandoro et ainsi 19 patients ont pu bénéficier de

consultations et de traitements appropriés. A Bambari, les casques bleus népalais continuent de dispenser gratuitement des cours d'anglais au lycée mixte et ont fait don de plusieurs matériels et machines à coudre à l'hôtel de ville.

A l'Est, pour accompagner les enfants de l'école primaire de Zémio en cette période de reprise des classes, les casques bleus marocains ont distribué des fournitures scolaires et des produits de premières nécessités à plusieurs élèves.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

Le chef de la composante police, le Commissaire Christophe Bizimungu, prend part depuis lundi, par visioconférence, à la conférence annuelle des Chefs de police des Nations Unies. Pendant toute la semaine, les participants discuteront sur les questions sécuritaires. Ce sera également une occasion pour le chef de la police de la MINUSCA de présenter non seulement le bilan d'appui aux Forces de Sécurité Intérieure (FSI) de la RCA durant le mandat qui s'achève, mais aussi présenter les défis qui restent à relever.

L'Unité de Police Constituée de la Mauritanie a procédé le 2 novembre à la rotation de son personnel. Le chef des opérations UNPOL par intérim a salué les 123 policiers sur le départ pour le travail accompli et invité les 150 policiers nouvellement arrivés de continuer avec abnégation, le travail commencé.

Le 03 novembre, s'est tenue à Bangui une réunion entre le chef du pilier développement UNPOL et ses collaborateurs et le chef de mission de conseil de l'Union Européenne en République Centrafricaine (EUAM). L'objectif était d'échanger sur leurs projets respectifs en cours, les points d'intérêts communs et leurs préoccupations dans le cadre du renforcement des capacités des FSI. UNPOL a également exposé l'objectif et le chronogramme du projet de révision du Plan de Renforcement des Capacités et de Développement des FSI (PRCD-FSI). Ces échanges ont été également l'occasion de faire le bilan des activités passées ayant impliqué UNPOL et l'EUAM.

Une équipe conjointe composée d'UNMAS et d'UNPOL a effectué le 02 et le 03 novembre, des visites d'évaluation et d'assurance-qualité sur la gestion des armes et munitions dans certaines unités de la Gendarmerie Nationale à Bangui, notamment à l'armurerie centrale, à la Légion de Gendarmerie Mobile, au Groupement de Sécurité et d'Intervention et à la Brigade Territoriale de PK12. Le but est d'améliorer la gestion des armureries par la sécurisation et la traçabilité des armes et munitions.

Concernant le renforcement des capacités, UNPOL a démarré, le 08 novembre, trois sessions de formations au profit de 90 FSI axés sur la sécurité routière et les techniques de constat d'accident, la lutte contre la drogue et le trafic des stupéfiants ainsi que sur la Police de proximité.

Dans le cadre du soutien à la population de la RCA, la 2<sup>e</sup> Unité de Police constituée du Cameroun (CamFPU2) a démarré le 04 novembre à Bangui, une série d'activités communautaires dont des

consultations gratuites, soins, dons de médicaments et distribution d'eau potable au profit des habitants de certains quartiers.

Plus de 128 patients ont déjà été consultés au quartier Ngola1 dans la commune de Bégoua. Ces activités se poursuivront durant tout le mois de novembre dans le 4<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> arrondissement de Bangui, notamment à la cité Jean 23, à l'orphelinat et à la brigade Landja.

En régions, le réseau des femmes UNPOL a offert le 05 novembre à la Maison de la Femme de Bambari, des kits scolaires et de vivres à 25 orphelins au quartier résidence de la localité. La cérémonie a été présidée par le préfet de la Ouaka en présence de la Présidente des Associations des Femmes de Bambari.

**© SCPI 2021**